

Commandez vous aussi
**voTRE PASSEPORT
alsacien**

2^{ème} édition

à l'initiative de
**l'Union Internationale
des Alsaciens**
en partenariat
avec **L'AMI Hebdo**
et avec le concours de
Made in Alsace

9,90 €



disponible
chez l'Ami hebdo,
dans
les principales
librairies
et chez les marchands
de journaux

32 pages en couleurs
présentant
les spécificités et
les réalités alsaciennes
d'aujourd'hui

Le Passeport alsacien n'est pas un document officiel. Il est à la fois un outil de promotion de l'Alsace et un symbole de reconnaissance de l'identité alsacienne en France et dans le monde. Sa possession souligne un attachement fort, de cœur, de raison, d'histoire à l'Alsace, sa langue, sa culture, sa gastronomie, ses territoires et ses particularismes.

**Affirmez votre attachement à notre Région
en réservant votre Passeport alsacien**

à retourner à **L'AMI hebdo 30, rue Thomann
67082 Strasbourg Cedex**

Nom :
Prénom :
Année de naissance :
Lieu de naissance :
Adresse :
Code postal :
Commune :
Tél :
Adresse mail :@.....

Commande :

1 exemplaire du Passeport alsacien 2016 au prix de 9,90 € TTC + 2 € de frais d'envoi

soit : 11,90 €

..... exemplaires du Passeport alsacien au prix unitaire de 9,90 € TTC

soit :€

(frais d'envoi offerts à partir de 2 expl.)

Ci-joint un chèque de euros
au nom de L'AMI hebdo

Grande Région

1^{ère} commission permanente

Défense d'Alstom, politique agricole commune et ruralité, mais aussi haut débit. La commission permanente de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine s'est réunie pour la première fois à Strasbourg, en présence d'un public il est vrai peu nombreux, et de la presse.

Avec pas moins de 56 élus, la commission permanente de la Région a approuvé à l'unanimité une motion de soutien au site d'Alstom de Reichshoffen. Cette motion prend acte d'une décision* qui impactera directement ou indirectement un bassin qui subit déjà, depuis de nombreuses années, une forte désindustrialisation. Si des mesures complémentaires ne sont pas entreprises celle-ci pourrait en effet provoquer une période de « creux » de charge de plusieurs mois qui affaiblira la santé économique du site de production d'Alstom Transport. Cette motion de soutien s'adresse également aux salariés de l'entreprise ainsi qu'à l'ensemble des entreprises sous-traitantes et les assure de sa détermination à tout mettre en œuvre pour préserver cet outil industriel.

**Richert,
chef de gare**

Par ailleurs, cette motion rappelle que les trains d'équilibre du territoire (TET) tout comme les trains inter-cités sont essentiels au rayonnement de notre territoire et indispensables aux habitants de notre Région car complémentaires au TGV et aux TER. Philippe Richert s'est déclaré « satisfait de la position transversale prise par les élus régionaux », mais il voudrait aller plus loin en comblant le creux du site de production d'Alstom à Reichshoffen entre 2019 et 2021 - c'est-à-dire pendant la période où toutes les Régions du pays commanderaient une vingtaine de trains et la concrétisation de l'appel d'offres de l'Etat - en demandant à Alstom de faire passer ses Régiolis de 160 km/h à 200 km/h, soit la vitesse standard des TET.

A l'en croire, le président Richert a également très mal pris une récente lettre de Guillaume Pepy, patron de la SNCF, indiquant qu'il entend supprimer 26 trains en Lorraine et six en Champagne-Ardenne au motif qu'il faut davantage de trains en Ile-de-France. Et ce n'est pas la correction apportée par la SNCF qui a revu à la baisse la suppression de trains en Lorraine et Champagne-Ardenne - moins de onze à quinze trains en Lorraine et moins de quatre en Champagne-Ardenne - qui fera changer d'avis le président Richert qui a estimé que : **« ces chiffres ne sont pas acceptables. C'est un mépris d'un autre temps pour**



FREDERIC MAIGROT/L'AMI.

les Régions ».

De surcroît, Philippe Richert qui est également président de l'Association des Régions de France (ARE) s'est dit favorable à la reprise des trois trains d'équilibre du territoire circulant dans notre région, mais pas à n'importe quelle condition. Il a dit vouloir examiner « les détails de ces lignes » et souhaiter à la fois qu'une partie de leur déficit soit compensé par l'Etat et que le matériel utilisé soit de bonne qualité. »

**1^{er} grand
chantier :
politique
agricole
et ruralité**

Mais le premier grand chantier de l'ACAL sera une politique agricole et de ruralité, aux deux volets sont complémentaires. Pour y parvenir, l'édile veut mobiliser à la fois les élus, les partenaires et les services de la Région dès ce mois de mars. Cette nouvelle politique s'appliquera sur tout le territoire de la Grande Région. Son budget pourrait être de 120 millions d'euros. Le président Richert entend y associer une politique « simple et réactive » de soutien aux petites communes, en direction du BTP (Bâtiment et travaux publics) et de l'artisanat. Les aides envisagées seront distribuées prioritairement aux communes de moins de 2.500 habitants, et « 100 millions partiront dans des travaux, ce qui permettra de donner un ballon d'oxygène aux entreprises ».

**D'une politique
ambitieuse pour
le haut débit
au clash du Front
national**

Philippe Richert entend également mettre en œuvre une politique commune dans le domaine du haut débit, à l'échelle de la Grande Région. Les départements du

Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont déjà engagés dans le processus tandis qu'avec les sept autres départements de l'ACAL, des discussions s'amorcent. Un chantier qui pourrait représenter 1,2 million de prises et 1 milliard de travaux.

Jusqu'ici, le Front National (FN) s'était abstenu sur nombre de dossiers. Mais Bruno Subtil, conseiller régional Front national de l'Aube a brutalement mis le feu aux poudres en qualifiant Valérie Debord (Les Républicains), par ailleurs, vice présidente de la Grande Région, de « mère maquerelle ». Tollé dans l'hémicycle ! Philippe Richert demande à l'intéressé de « retirer ses propos indignes et indécents » et de s'excuser. L'élu de l'Aube peine à se justifier : « Ma formule ne visait pas Mme Debord, mais globalement l'UMP qui est toujours en train de nous donner des leçons de morale ! ». Valérie Debord a souhaité que Florian Philippot, président du groupe FN présente des excuses. Suggérant non sans malice d'offrir un code général des Collectivités territoriales à chaque élu FN, ce qui leur permettrait de « mieux comprendre le fonctionnement de la Région ».

**Le harcèlement
du FN**

Alors que les dossiers avaient été examinés en commissions, les élus du FN ont pris un malin plaisir à titiller les élus Les Républicains et centristes pendant toute la durée de la séance. Françoise Golet (FN, Moselle) a jugé que ce n'était : « pas le travail des Collectivités d'intervenir à l'international ». Frédéric Pfliegersdoerffer (UDI, Bas-Rhin) président de la commission des Relations internationales et transfrontalières, lui a indiqué que la loi NOTRe leur préservait cette compétence. Eric Vilain (FN, Meuse) a critiqué « l'improvisation en amont » d'une décision d'at-

tribution d'une subvention à une association en liquidation. Olivier Girardin (PS, Aube) s'est vivement étonné de « la mise en cause des services de la Région » et du « refus de toute prise de risque dans la conception de l'économie du FN ». Frédéric Fabre (FN) s'est quant à lui ému que l'on accorde des subventions à un géant de l'agro-alimentaire Lactalis. Les élus du FN n'ont pas participé au vote sur le rapport ayant trait aux 1.300 représentations du Conseil régional dans des organisations extérieures. Thomas Laval (FN, Marne) a lancé à l'adresse du président Richert : « Vous déniez le droit aux oppositions d'être présentes dans les conseils d'administration des lycées ». En effet, tant le FN que le PS ne figurent pas dans les organigrammes de l'administration des lycées. Philippe Richert a malicieusement indiqué qu'il avait appliqué la proportionnelle « suivant en cela la volonté de Florian Philippot ». Il en résulte néanmoins de fait que dans les lycées comptant deux représentants, le FN et le PS sont écartés des conseils d'administration.

**Grands hamsters
d'Alsace
et amiante**

Philippe Richert a par ailleurs répondu à une question du groupe FN qui se demandait si la protection du grand hamster d'Alsace était bien nécessaire. « Les autorités européennes voudraient que l'effectif de grands hamsters d'Alsace soit d'au moins 2.000 têtes, a expliqué Philippe Richert. Ains, l'espèce pourrait être pérenne, Lors des avant-derniers comptages, il y avait entre 300 et 500 hamsters. Les comptages qui auront lieu au printemps permettront sans doute une actualisation de ce dossier ». Enfin, et pour une fois, l'ensemble des membres de la commission permanente du Conseil régional a été d'accord pour une motion demandant au préfet de prendre un avis négatif quant au projet de centre de stockage d'amiante à Niederbronn-les-Bains.

Albert Odouard

*General Electric a racheté Alstom Energy en novembre 2015, pour 9,7 milliards d'euros. Le géant américain s'apprête à supprimer près de 800 emplois en France, sur deux sites de la région parisienne. Belfort serait épargné. (ndlr).